



Ici la crise : **les organisations syndicales font front commun**

Le lancement des éditions Ici, envers et contre tous les avertissements des représentants du personnel et de leurs experts, a conduit à une crise majeure dans le réseau régional. La direction, qui a ignoré la mobilisation des salariés et a préféré passer en force, en porte l'entière responsabilité.

Les éditions allongées, les amplitudes accrues, les bugs techniques, les incongruités éditoriales, l'appauvrissement de l'info nationale et internationale, et les difficultés de coordination pèsent lourdement sur les équipes d'édition (scriptes, présentateurs, chefs et responsables d'édition, rédacteurs en chefs adjoints), en 1er lieu les scriptes, ainsi que sur les personnels de régie.

La catastrophe annoncée est là : les témoignages de souffrance de salariés s'accumulent, les accidents du travail se multiplient tandis que les accidents industriels, eux, sont visibles à l'antenne : de JT le week-end dans certaines régions ou JT mutualisés faute de personnel disponible : du jamais vu.

Face à la gravité de la situation, les organisations syndicales ont déclenché une saisine il y a plus de 15 jours. Cette procédure oblige la direction à négocier si elle veut éviter un conflit social. Après les alertes, nous sommes contraints à la menace. Pourquoi une telle obstination de la direction ?

Côté élus du personnel, des témoignages, accidents du travail et questionnaires « santé » ont été collectés auprès des salariés afin d'objectiver les situations de souffrance. Histoire de rappeler clairement à la direction que sa responsabilité civile voire pénale peuvent être engagées.

Au terme de la négociation, le relevé de décisions proposé par la direction n'a pas répondu à la situation d'urgence décrite. Les organisations syndicales lui ont donc demandé de revoir sa copie.

Depuis, nous négocions toujours et faisons des contre-propositions. A la direction de s'en saisir, si elle veut avoir la possibilité de sortir de cette crise.

Les organisations syndicales ont ainsi proposé de mettre en place une mesure conservatoire, consistant à recentrer, jusqu'à fin janvier, les rédactions du Réseau sur la seule info régionale et locale. A la direction de l'information nationale de s'organiser pour gérer comme elle l'entend la partie nationale et internationale pendant cette période, sans faire peser la charge sur les équipes du Réseau.

Ce temps, cette pause, pourront être mis à profit pour mettre en œuvre un certain nombre de mesures issues de la négociation. Mise en place concertée, dans chaque antenne, d'organisations du travail plus soutenables pour les personnels ; formation de nouveaux scriptes afin de renforcer le vivier ; redistribution d'ETP dans les différentes régions, etc. Elle doit

également permettre de retravailler la construction de nos JT dans le respect des fondamentaux déontologiques et journalistiques et de revoir l'articulation entre le Réseau et le Siège : le système actuel, rigide et imposé en central, enferme la rédaction nationale dans un rôle d'agence de contenus et étrangle un peu plus un réseau déjà saigné à blanc.

Cette mesure conservatoire nous semble être la seule condition pour ne serait-ce qu'envisager stabiliser la situation, éviter les noirs antenne et, plus important encore, s'assurer que les conditions de travail des équipes ne détériorent pas davantage encore leur santé.

Paris, le 26 octobre 2023